



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 23 août 2025

<b>FOCUS : PEROU – L'ESSOR DU FERROVIAIRE.</b>	<b>2</b>
<b>Bolivie</b>	<b>3</b>
La production agricole enregistre un record historique.	3
<b>Colombie</b>	<b>3</b>
Au T2 2025, la production d'hydrocarbures continue de chuter alors que les importations de gaz augmentent.	3
Shell se retire de ses opérations d'exploration gazière en Colombie, Ecopetrol prend le relais.	3
Les <i>remesas</i> enregistrent un nouveau record en juillet 2025.	4
Au premier semestre 2025, la balance commerciale poursuit sa dégradation.	4
Le coût économique de la violence représenterait 19,6 % du PIB en Colombie, selon l'Institut pour l'Économie et la Paix.	4
<b>Équateur</b>	<b>5</b>
Le projet de loi de finances 2025, tardif, prévoit un déficit primaire de 5,6 Md\$ (4,4% du PIB).	5
Le ministère de l'Énergie annonce la mise en concession de plusieurs champs pétroliers.	5
<b>Pérou</b>	<b>5</b>
Après cinq ans, le pouvoir d'achat revient à son niveau prépandémique.	5
Les investissements privés augmentent de 9 % en g.a. au T2.	6
<b>Suriname</b>	<b>6</b>
Le Suriname bénéficie d'un allègement de 16 M\$ de sa dette envers la Chine.	6
<b>Venezuela</b>	<b>6</b>
Le secteur du tourisme se réanime.	6
Les cryptomonnaies deviennent un moyen de couverture des changes au Venezuela	6

## Focus : Pérou – L’essor du ferroviaire.

Selon une étude de 2024 du Centre National de Planification Stratégique du Pérou (CEPLAN), **le réseau routier national s’étend sur 174 708 km alors que l’infrastructure ferroviaire totale dispose de 1 940 km.** Le réseau ferroviaire est composé de concessions ferroviaires (78 %), des chemins de fer privés (12,3 %), et des chemins de fer exploités par l’État (9,7 %). Seuls 33,1 km du total des concessions ferroviaires sont prévus pour le transport urbain (ligne 1 du métro de Lima et Callao), le reste étant destinés aux marchandises et au tourisme. Le réseau péruvien est actuellement composé de cinq chemins de fer (*ferrocarril*) : le *Ferrocarril del Centro* (à usage commercial minier) ; le Huancayo-Huancavelica (dont le projet d’extension le connectera au *Ferrocarril del Centro*) ; le *Ferrocarril del Sur* (à usage commercial et partiellement touristique) ; le *Ferrocarril Toquepala-Ilo* (à usage commercial minier) et le Chemin de fer Tacna-Arica (pour les passagers et les marchandises).

**Pour le transport urbain, le seul chemin de fer opérationnel est celui de ligne 1 du métro. Il existe des projets pour la construction de cinq lignes de métro supplémentaires,** à différents degrés de réalisation (les cinq premières stations de la ligne 2, le premier projet de métro entièrement souterrain du pays, ont été mises en service en 2023, la fin des travaux étant prévue pour l’année 2028)

**Selon le Plan national d’infrastructures élaboré en 2019 (PNIC) dans les 20 prochaines années, le déficit en matière d’infrastructures de base est estimé à 102,3 Md\$ (363,4 Md PEN).** Cet investissement était nécessaire pour atteindre les niveaux d’accès de base aux infrastructures des pays les plus développés alors que le Pérou est candidat à l’accession à l’OCDE. **Le secteur des transports concentre 44 % du déficit (soit plus de 45 Md\$),** suivi des secteurs de l’assainissement (20 %), de la santé (16 %) et de l’eau (7 %).

**Fragmenté, vétuste et encore peu développé, le réseau ferroviaire péruvien répond à une logistique axée sur le transport de marchandises minières.** En plus du besoin de modernisation de son réseau ferroviaire existant, le Pérou identifie un besoin de chemins de fer transversaux, de la jungle à la mer, pour relier ses principaux ports, ainsi que longitudinaux, de Tumbes, à la frontière avec l’Équateur, à Tacna, à la frontière avec le Chili<sup>1</sup>.

**Afin de pallier ce manque d’infrastructure, avec l’appui de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), le Ministère des Transports et des Communications (MTC) cherche à préparer un plan intégral de développement ferroviaire à horizon 2050.** Dans ce cadre, en mai dernier, le MTC a prévu **un ambitieux portefeuille d’investissements de 66,7 Md\$ (236,8 Md PEN) d’ici 2035.** Le portefeuille prioritaire est le transport ferroviaire, concentrant 43 Md\$ (152,9 Md PEN) afin de le moderniser et de l’optimiser. Ces projets supposent la création de 2 800 km de d’infrastructures ferroviaires additionnelles aux près de 2 000 km déjà existants.

**L’un des principaux enjeux du MTC sera la mise en œuvre d’un système hybride de gouvernement à gouvernement (G2G) et de partenariat public-privé (PPP)** pour réaliser huit mégaprojets d’infrastructure, avec un investissement total estimé à 49,6 Md\$. Sept de ces mégaprojets concernent le secteur ferroviaire, comme les lignes Lima-Ica, Chancay-Pucallpa, Trujillo-Barranca, Lambayeque-Cajamarca, Lima-Barranca, Hydroeléctrica-Quillabamba et les lignes 3 et 4 du métro de Lima.

A ce jour, le projet de train Lima-Ica fait l’objet d’une procédure de sélection dans le cadre d’un accord dit « de gouvernement à gouvernement (G2G) ». Les lignes 3 et 4 du métro (6,9 Md\$ et 3,9 Md\$ respectivement) font l’objet de multiples révisions au sujet de leur modalité d’attribution et de financement. Le 26 août, le ministre des Transports, Cesar Sandoval, a ainsi indiqué que la structuration financière du projet se fera à travers un « G2G », et que son attribution s’effectuera sous la forme d’un PPP.

---

<sup>1</sup> Pour l’heure, selon le Ministère des Transports et des Communications, en 2019 (derniers chiffres), 81 % des marchandises exportées par le Pérou étaient transportées par camion, et 18 % seulement par chemin de fer et 1 %.

# Bolivie

**La production agricole enregistre un record historique.**

**En 2023-2024, la Bolivie a enregistré une production nationale de 23 M de tonnes, soit une hausse de 34 % par rapport à 2015.** Dans le même temps, la superficie agricole est passée de 3,6 M d'hectares à 4,6 M (+27 %). La structure agricole du pays repose à 71 % sur trois cultures : la canne à sucre (11,4 Mt), le soja (3,2 Mt) et le sorgho (1,7 Mt).

Au niveau territorial, cette croissance est majoritairement portée par Santa Cruz (à 76,7 %), suivie par Cochabamba (6,7 %) et La Paz (5,9 %).

# Colombie

**Au T2 2025, la production d'hydrocarbures continue de chuter alors que les importations de gaz augmentent.**

**En juin 2025, la Colombie a produit 744 000 barils de pétrole par jour: -4,8 % vs. juin 2024.** Selon l'Agence Nationale des Hydrocarbures (ANH) et Ecopetrol, la production moyenne du S1 2025 s'est établie à 747 000 barils par jour, en recul de -4,3 % en glissement annuel. Ce repli s'explique notamment par l'épuisement naturel de gisements, les perturbations d'oléoducs et des blocages sociaux.

Le gaz naturel est également touché. En juin 2025, la production a été de 793 millions de pieds cubes par jour, soit une diminution de -18,6 % en g.a. Face à la baisse de production, les importations ont augmenté. **En juillet 2025, les importations de gaz ont atteint en moyenne 195 millions de pieds cubes par jour, soit une augmentation de 214 % en g.a.**

**Cette contraction a eu un effet direct sur l'économie.** Au T2 2025, le PIB du secteur hydrocarbures a reculé de -5,7 % par rapport à la même période de 2024, totalisant cinq trimestres consécutifs de résultats négatifs. Dans le détail, l'activité d'extraction de pétrole et de gaz a chuté de -6,9 %, tandis que les activités de raffinage ont diminué de 3,1 %.

Si l'économie colombienne a connu une croissance de 2,1 % au T2 2025, en rythme annualisé (cf. Focus des brèves 34e semaine), la part du secteur des hydrocarbures s'est élevée à 3,6 %, contre 3,9 % au T2 2024.

En parallèle, l'activité de forage montre une certaine stabilité. En juillet 2025, le nombre d'appareils actifs a augmenté de 6,7 % par rapport à juillet 2024, une évolution qu'Ecopetrol associe aux opérations de maintenance des puits déjà existants.

**Shell se retire de ses opérations d'exploration gazière en Colombie, Ecopetrol prend le relais.**

**La compagnie britannique Shell se retire officiellement de ses projets d'exploration gazière offshore en Colombie, en cédant à Ecopetrol sa participation de 50 % dans les contrats COL-5, Purple Angel et Fuerte Sur.**

La demande de pré-évaluation a été soumise à la SIC (*Superintendencia de Industria y Comercio*) mi-août 2025, qui devra autoriser la requête avant son approbation finale par l'Agence Nationale des Hydrocarbures (ANH). À l'issue de l'opération, Ecopetrol aura le contrôle exclusif de ces trois contrats en mer des Caraïbes.

Cette décision s'explique par une trop faible rentabilité des gisements découverts. Bien qu'importants, les volumes de gaz identifiés se sont révélés trop faibles pour rentabiliser les investissements dans des infrastructures aussi coûteuses qu'un gazoduc sous-marin ou des usines de traitement terrestres.

Shell a tenté de vendre ses parts, mais n'en trouvant aucun acheteur, l'entreprise a décidé de les céder gratuitement à son partenaire en 2024.

D'un point de vue concurrentiel, Shell ne détenant que 1,1 % du marché national, l'impact reste négligeable. A titre de comparaison, Ecopetrol (et sa filiale Hocol), ainsi que *Parex Resources* occupent respectivement 20,7 % et 16,2 % des parts de marché. **Si la transaction est approuvée, les parts d'Ecopetrol et sa filiale augmenteraient à 21,8 % du marché, ce qui renforcerait le rôle de premier plan de la société énergétique majoritairement publique dans l'avenir énergétique du pays.** Pour mémoire, les résultats d'Ecopetrol ont été très décevants au S1 2025 (cf. Brèves 34e semaine).

## Les remesas enregistrent un nouveau record en juillet 2025.

Les flux de remesas ont atteint 1,2 Md\$ en juillet 2025, en hausse de +15,1% en g.a. Au premier semestre 2025, les remesas atteignent 6,5 Md\$, égalant les exportations de pétrole (6,5 Md\$) et dépassant celles de charbon (2,4 Md\$) et de café (2,7 Md\$). Près de 18% des ménages colombiens reçoivent des remesas. Elles sont ainsi devenues une source significative de revenus pour les ménages (3,6% du revenu disponible et 3,9% de la consommation des ménages).

Les États-Unis demeurent le principal pays d'origine des remesas (51% au T1 2025). L'Espagne est le 2<sup>e</sup> pays d'origine de ces flux (16% au T1 2025). Les États-Unis cherchent à imposer ces flux sortants (la loi *One Big Beautiful Bill* comprend une imposition de 1% sur les remesas, cf. [Brèves 27<sup>e</sup> semaine](#)), ce qui constituerait un manque à gagner de 63 M\$. Les spécialistes estiment également que le durcissement des politiques migratoires par l'administration en place pourrait réduire les flux de remesas. En 2025, elles devraient toutefois représenter près de 3% du PIB (2,8% en 2024).

## Au premier semestre 2025, la balance commerciale poursuit sa dégradation.

Au S1 2025, les importations colombiennes ont atteint 33,5 Md\$, une hausse principalement portée par le secteur manufacturier (responsable à 74% de cette dynamique), qui enregistre une croissance de 10,3%. En juin 2025, cette tendance se confirme avec une croissance globale des importations de 14,5% (par rapport à juin 2024) et de 18,7% pour le secteur manufacturier. La reprise des importations est à lier à la croissance enregistrée sur le semestre, elle-même très largement liée à une consommation dynamique des ménages (cf. [Focus des brèves 34<sup>e</sup> semaine](#)).

Au-delà du secteur manufacturier, le secteur des combustibles a enregistré une croissance significative de ses importations (+9% au S1 2025), en lien avec la chute de la production nationale de gaz (cf. brève supra). Le secteur

agro-alimentaire a également connu une croissance des significatives importations (+7,8% au S1 2025).

La balance commerciale continue ainsi de se dégrader (-7,2 Md\$ au S1 2025, soit une dégradation de 46% en g.a.), alors que les exportations n'augmentent pas suffisamment pour compenser le dynamisme des importations (+1,6%, cf. [Brèves 33<sup>e</sup> semaine](#)). Les principaux fournisseurs de la Colombie au S1 2025 sont la Chine (26,2%), les États-Unis (24,6%), le Mexique (4,9%) et le Brésil (4,8%). Les importations issues de France ont chuté de 34,7% au S1 2025, du fait de moindres ventes d'avions commerciaux (-94,4%).

## Le coût économique de la violence représenterait 19,6% du PIB en Colombie, selon l'Institut pour l'Économie et la Paix.

L'indice mondial de la paix (*Global Peace Index*), réalisé par le think-tank *Institute for Economics and Peace*, **place la Colombie en 23<sup>e</sup> position (sur 163 pays) des pays les moins pacifiques**. Le coût de cette violence, direct et indirect, est évalué à 19,6% du PIB, en 7<sup>e</sup> position derrière l'Afghanistan, l'Ukraine, la Corée du Nord, la Syrie, la Somalie et la République centrafricaine. Au niveau mondial, le coût de la violence est estimé à 11,6% du PIB. La Colombie est jugée par le *think tank* comme étant le pays d'Amérique latine le moins pacifique, là où l'Argentine est le pays le mieux noté.

La méthodologie de l'indice mondial de la paix repose sur 23 indicateurs, regroupés en trois secteurs: (i) les conflits domestiques et internationaux en cours (nombre de décès dans les conflits externes et internes, nombre et durée des conflits internes, etc.), (ii) la sécurité dans la société (nombre d'homicides, part de déplacés internes et de réfugiés, etc.) et (iii) la militarisation du pays (ratio dépenses militaires/PIB, importations et exportations de matériel militaire, etc.). **La Colombie se caractérise par un taux d'insécurité important (score de 3,5/5) et la présence de conflits (2,4/5), alors que la militarisation demeure faible pour y faire face (1,8/5)**.

Au niveau régional, le Venezuela se situe en 24<sup>e</sup> position des pays les moins pacifiques, juste derrière la Colombie, suivi en 34<sup>e</sup> position par l'Équateur. Ces trois pays ont un indice global de paix qualifié de « faible ». Le Guyana (57<sup>e</sup>), le Pérou (67<sup>e</sup>) et la Bolivie (80<sup>e</sup>) ont un état global de paix qualifié de « moyen ». En comparaison, la France est 89<sup>e</sup> (état de la paix « moyen ») et l'Islande serait le pays le plus pacifique.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,6%	38,1%	1844
Change USD/COP	-0,1%	-0,2%	4030
Change EUR/COP	0,1%	3,9%	4690
Prix du baril (Brent, USD)	0,3%	-15,3%	67,78

## Équateur

**Le projet de loi de finances 2025, tardif, prévoit un déficit primaire de 5,6 Md\$ (4,4 % du PIB).**

**Le gouvernement a présenté à l'Assemblée nationale son projet de loi de finances pour 2025.** La présentation tardive de cette loi des finances s'explique par les élections présidentielles en avril 2025 et la reconduction automatique du budget 2024. Ce budget prévoit des recettes équivalentes à 27,4 Md\$, en hausse par rapport à 2024, et des dépenses atteignant 33 Md\$, soit un déficit de 5,6 Md\$ (4,4 % du PIB). En tenant compte des amortissements de la dette et des financements extérieurs, l'enveloppe budgétaire globale atteint 41 Md\$. Les secteurs de la santé (5,1 Md\$), de l'éducation (5,3 Md\$) et de la sécurité (4 Md\$) se sont vus attribuer les budgets les plus importants.

Jusqu'au mois de juillet, le déficit budgétaire s'est creusé, aggravé par des dépenses électorales importantes et une baisse des revenus pétroliers liée à des incidents techniques et à la chute des prix mondiaux. **Pour augmenter les revenus, le gouvernement a supprimé certaines subventions, instauré de nouvelles taxes minières et relevé les tarifs de l'électricité pour les grandes entreprises.** Des fusions de ministères et des licenciements d'agents publics sont prévus pour réduire les dépenses. Enfin, le budget de la santé sera

renforcé face à une crise dans les hôpitaux publics.

**Le ministère de l'Énergie annonce la mise en concession de plusieurs champs pétroliers.**

**L'État équatorien prévoit de toucher 4 Md\$ d'ici la fin de l'année au titre d'un paiement initial exigé dans les contrats de concessions de blocs pétroliers.** Le ministère de l'Énergie effectue un travail d'identification des actifs à inclure dans des appels d'offres publics pour la mise en concession des champs pétroliers. Ces concessions, qui seront attribuées sous le modèle de « services spécifiques avec financement », permettent aux entreprises privées d'investir et d'extraire du pétrole en échange d'une rémunération par baril, sans remettre en cause la propriété étatique des champs.

**Petroecuador prévoit ainsi la concession des blocs 31, 12, 48, 7, 21 et 15 soit des investissements de l'ordre de 47 Md\$.** Les blocs ciblés affichent une baisse de production entre 2024 et 2025, rappelant l'urgence de leur remise à niveau, au travers de concessions.

## Pérou

**Après cinq ans, le pouvoir d'achat revient à son niveau pré-pandémique.**

Selon un rapport de l'Institut Péruvien d'Économie (IPE), **le Pérou est le dernier pays de l'Alliance du Pacifique (Chili, Colombie, Pérou et Mexique) à récupérer un niveau de pouvoir d'achat comparable à celui de 2019.** Plus précisément, le rétablissement du pouvoir d'achat à son niveau d'avant la pandémie s'est produit entre mars et mai de cette année.

**Cependant, l'institut indique que le taux de pauvreté reste plus élevé qu'avant la pandémie.** Un facteur remarquable, principalement dû à l'action de la Banque centrale, a été le contrôle de l'inflation (qui atteint 8,8 % en juin 2022, et atteint aujourd'hui 1,7 % en g.a.). Grâce à sa politique monétaire et à sa crédibilité internationale, l'institution a ainsi réussi à ramener l'inflation

dans sa fourchette cible (2 % ± 1 pp) soit plus rapidement que le reste de la région.

### Les investissements privés augmentent de 9 % en g.a. au T2.

Selon les données de la Banque centrale (BCRP), à la fin du deuxième trimestre 2025, **les investissements privés (qui représentent 80 % du total des investissements du pays) ont augmenté de 9 % en glissement annuel.** Il s'agit de leur rythme le plus élevé en près de quatre ans. La BCRP a expliqué cette dynamique notamment grâce à : (i) des projets hors secteur minier (tels que les entrepôts, les bureaux ou les centres commerciaux), (ii) un deuxième trimestre d'expansion dans la construction de logements, et (iii) l'essor des projets miniers en cours. Toutefois, un ralentissement naturel est prévu au second semestre influencé par le début de la campagne électorale.

**De son côté, la consommation privée, qui reflète les dépenses des ménages en alimentation, transport, services et autres biens, a également augmenté, de 3,6 % en g.a.** Cela s'explique par l'amélioration de l'emploi et des revenus, ainsi que par le retour de l'inflation dans la fourchette cible. Ainsi, la demande intérieure (investissement et consommation) a progressé de 6,2 %, enregistrant trois trimestres consécutifs de croissance autour de 6 %.

## Suriname

### Le Suriname bénéficie d'un allègement de 16 M\$ de sa dette envers la Chine.

**La Chine a annulé une dette de 16 M\$ due par l'État du Suriname.** Le pays gagne un répit budgétaire immédiat et consolide sa coopération avec Pékin, qui détient environ 10 % de la dette publique surinamaïse. **Cette annulation s'inscrit dans le cadre de la restructuration de la dette après un défaut de paiement en 2020.** Des accords avaient déjà été conclus avec les pays du Club de Paris, l'Inde et les créanciers privés.

Par ailleurs, le nouveau ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et de

la Coopération, Melvin Bouva, poursuit ses discussions avec l'UE et la BEI sur des projets de développement durable.

## Venezuela

### Le secteur du tourisme se réanime.

Selon les autorités, entre janvier et juillet 2025, **le Venezuela a enregistré une augmentation de 70,8%** du tourisme par rapport à la même période en 2024. Le Venezuela enregistre ainsi plus de 1,7 M de déplacements internes et un taux d'occupation hôtelière de 43 %.

Pour rappel, les autorités ont signé des accords avec la Pologne, la Chine, la Russie, Cuba, la Turquie et la Syrie pour faciliter l'arrivée de touristes, via des formules « tout inclus » d'une durée de 10 jours. Ces formules permettent de réaliser un itinéraire balisé vers l'île de Margarita, Canaima, Los Roques et Caracas.

**Les autorités ont pour objectif de dépasser les trois millions d'arrivées internationales en 2025,** une augmentation de 30 % par rapport à 2024.

### Les cryptomonnaies deviennent un moyen de couverture des changes au Venezuela

**La hausse de l'inflation et la dépréciation du Bolivar (VES) ont permis une avancée notable des cryptomonnaies.** Les transactions en *Tether* – un *stable-coin* du Dollar Étatsunien – ont ainsi enregistré une croissance de 110 % en 2024 et de 150 % entre janvier et juillet 2025, en glissement annuel. Les transactions en cryptomonnaies représentent 20 Md\$ au T2 2025, dont une grande partie est réalisée via des *stable-coins*.

Certains économistes soulignent que ce dynamisme des cryptomonnaies est liée à une couverture des risques de change. Depuis mai 2025, suite à l'opération menée par les autorités contre les comptes Instagram de dollar parallèle, le marché parallèle s'est encore plus tourné vers les cryptomonnaies. Cette utilisation massive présenterait toutefois des risques structurels liés aux systèmes de paiement parallèles non-réglés.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
<b>Bolivie</b>	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
<b>Colombie</b>	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
<b>Equateur</b>	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
<b>Guyana</b>	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
<b>Pérou</b>	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
<b>Suriname</b>	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
<b>Venezuela</b>	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
<b>Argentine</b>	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
<b>Brésil</b>	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
<b>Chili</b>	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
<b>Mexique</b>	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ, Xavier FOUVET.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)